

Livre Blanc Britannique : une synthèse

(<http://www.mod.uk/publications/whitepaper2003/index.html>)

La Strategic Defense Review de 1998 et sa mise à jour de 2002 ne sont pas remises en cause : le terrorisme, les États « non démocratiques » et les armes de destruction massives (ADM) restent les principales menaces identifiées. Le besoin d'une plus grande intégration de la planification des actions militaires, diplomatiques et économiques au niveau national et international est souligné. Des crises plus nombreuses, de plus grande ampleur, survenant sur une zone géographique plus large, l'évolution et l'élargissement de l'OTAN, la PESC et les nouveaux liens avec la Russie renforcent l'approche « forces de projection ». Cela implique un effort sur les structures, sur les communications (Network Enabled Capability NEC), sur la logistique, le renseignement et certaines spécialités. Le ministre précise dans son introduction que des changements significatifs sur les capacités militaires actuelles et futures, ainsi que sur l'infrastructure de soutien, devraient être annoncés en 2004, conséquences des options de ce livre blanc. L'environnement ainsi défini, le Royaume-Uni (UK) reconnaît qu'il n'a pas et qu'il ne cherche pas à avoir des capacités militaires pour répondre à tous les risques et toutes les crises. Néanmoins, la planification d'emploi des forces devra se concentrer principalement sur les zones où des liens historiques forts et donc des responsabilités existent, tout en reconnaissant que la sécurité et les intérêts économiques du UK sont mieux protégés en agissant étroitement avec d'autres membres de la communauté internationale et les institutions que sont l'ONU, l'OTAN et l'UE, tout en gardant la flexibilité pour des coalitions de circonstance. Le Royaume-Uni voit l'ONU comme le forum où débattre du règlement des crises et voudrait le voir améliorer sa performance dans les *Opérations de Soutien de la Paix* (PSOs). L'OTAN reste le véhicule du lien transatlantique, l'UK soutient son élargissement et son adaptation, en particulier avec les deux grands commandements nouvellement créés et la « NATO Response Force ». Pour ce qui est de l'UE, il souhaite la voir développer ses capacités militaires pour compléter celles de l'OTAN et non pour entrer en concurrence avec elles.

Les besoins futurs pour la défense s'inscrivent dans le cadre de ces grandes options. La capacité de projection doit permettre d'aller plus loin, et plus rapidement, ce que la SDR avait envisagé, en particulier pour tenir compte de l'instabilité en Afrique et en Asie du Sud, tout en sachant que les engagements seront surtout au pourtour de l'Europe, au Proche Orient, en Afrique du Nord et dans le Golfe. La planification a pour facteur clé la multiplicité des opérations de faible et moyenne ampleur, tout en préservant la capacité pour les opérations de large envergure, sur préavis plus long, en Europe, Méditerranée et dans la région du Golfe. Elle doit inclure **trois opérations simultanées**, dont l'une concerne une PSO de longue durée. Des moyens des trois armées, de logistique, de C4ISR et des Forces Spéciales seront conservés pour des opérations nationales limitées ou pour assurer le rôle de nation cadre dans des coalitions engagées dans des opérations de faible et moyenne amplitude. Les opérations de large envergure ne sont envisagées qu'avec les USA et d'autres alliés; de même les projections pour les opérations contre des États ne sont considérées comme plausibles que dans ce cadre ou avec l'OTAN. De manière à jouer un rôle politique et militaire décisif dans ce contexte, l'interopérabilité est primordiale, en tout premier lieu avec les structures de commandement (C2) et le rythme opérationnel des forces américaines.

S'agissant du territoire national, l'accent est mis sur la surveillance aérienne, les opérations maritimes et aériennes contre les menaces de piraterie maritime, le désamorçage des explosifs, y compris pour les ADMs, et les opérations de contre terrorisme. L'Irlande du Nord reste une préoccupation, mais l'objectif est d'arriver à une situation où un élément de la force de projection soit stationné en permanence sur ce territoire. Enfin des officiers de liaison interarmées régionaux sont mis en place pour assurer le lien entre les 14 « Civil Contingencies Reaction Force » et les autres autorités de l'État. La politique de dissuasion nucléaire reste celle de la SDR. La décision de remplacer ou non les Trident ne sera prise qu'à la prochaine législature. La technologie de défense antimissile est vue comme un domaine important surtout depuis la fin du traité ABM.

Les capacités qui en découlent sont centrées sur 8 effets militaires stratégiques, Prévenir, Stabiliser, Contenir, Dissuader, Contraindre, Perturber, Vaincre et Détruire, et 18 tâches militaires

(SDR: 28). Les capacités interarmées nécessaires pour les réaliser, en particulier l'exploitation de l'information (accent sur le C4ISR et les capteurs tels que ASTOR), sont transformées en réponses visant à **l'effet militaire décisif**. La **politique de personnel** met l'accent sur le **recrutement** (exemple d'un centre mobile de recrutement pour la région de Londres), la **fidélisation** (primes, aides aux familles), l'**éducation**, avec la mise en place en 2004 du « Defense-wide e-learning Delivery and Management Capability », et enfin le système interarmées de gestion pour la paie et l'administration. Les capacités se déclinent **au niveau de chaque armée**. Dans **l'environnement maritime**, l'effort est mis sur l'effet produit à terre mais à partir de la mer. Ceci inclut la capacité d'attaques à terre notamment avec les deux porte-avions de la prochaine décennie, le soutien approprié par une logistique interarmées fournie depuis la mer, réduisant la dépendance vis-à-vis des nations hôtes et des bases logistiques terrestres, et la sécurisation des accès aux théâtres et des lignes maritimes depuis l'Angleterre. Pour les **forces terrestres** le dispositif et les unités seront choisis en fonction de chaque opération. La flexibilité requise pour répondre aux crises implique la mise en œuvre de **forces de moyenne puissance** offrant un niveau plus élevé de déploiement (en particulier par air), de mobilité et de protection que ceux actuellement disponibles avec les forces légères. Ces forces seront basées sur la famille de véhicules « Future Rapid Effects System ». Le plan inclut la création d'une nouvelle brigade légère et le passage de trois à deux brigades blindées. Des annonces supplémentaires devraient intervenir en 2004. Pour **l'armée de l'air** l'effort est mis sur l'effet offensif, avec les missiles Storm Shadow, les bombes Paveway IV, et des avions multi rôles (Typhoon et le Joint Combat Aircraft), ce qui devrait en réduire le nombre total. La **Joint Rapid Reaction Force** reste le réservoir de forces à disponibilité graduée, mais renforcée pour minimiser le besoin en personnel supplémentaire en déploiement. Des éléments de soutien seront enlevés du niveau division pour aller au niveau brigade. Le rôle de la Territorial Army est conforté, en particulier pour les spécialistes. La **logistique** fait l'objet de beaucoup d'attention. L'importance de la visibilité des moyens, la relation entre le temps d'acheminement et les stocks, le remplacement des C-130 par les A400M (mais le maintien de certains C-17), la fiabilité des équipements et matériels pour diminuer les coûts et les temps de maintenance sont ici les priorités. Le « Joint Doctrine and Concepts Centre » (JDCC) finalise un nouveau concept opérationnel prenant en compte « le flot d'informations opérationnelles de manière à faire prendre des décisions rapides et pertinentes permettant un rythme plus élevé que celui de l'adversaire ». Les thèmes de ce Livre Blanc sont supportés par des « Essays » dont les contenus complètent ce qui est résumé ci-dessus.